



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Inauguration du tunnelier pour la ligne Lyon-Turin le 21 juillet 2016

NON à la L.G.V. !

OUI à un service public de qualité, au respect des engagements de la COP21 et à la réduction immédiate de la pollution dans les vallées alpines !

En accord avec les précédents avis de la Cour des Comptes, de l'Inspection Générale des Finances, du Conseil d'Etat et du Conseil Général des Ponts et Chaussées, nous réaffirmons notre opposition au projet de nouvelle Ligne Ferroviaire Lyon-Turin dont le financement n'est pas assuré, dont la fréquentation future nous conduira, comme pour la LGV Figueras/Perpignan, à un gouffre financier et qui ne sera pas mise en service avant 20 à 30 ans.

Nous condamnons l'obstination du gouvernement français à financer ce projet qui entre en pleine contradiction avec les engagements pris lors de la COP21, obstination concrétisée par la présence de Manuel VALLS à l'inauguration du tunnelier le 21 juillet à Saint Martin la Porte.

- Parce que nous exigeons un service public de transport de qualité et une amélioration des dessertes ferroviaires en TER sur les lignes entre Lyon, Chambéry, Grenoble et Annecy,
- parce que nous exigeons que le transport de marchandises entre la France et l'Italie se fasse immédiatement par train et non par camion afin de limiter la pollution dans les vallées alpines comme le permet la ligne actuelle rénovée et mise aux normes pour plus d'un milliard d'euros,
- parce que nous défendons l'idée d'un aménagement du territoire respectueux de l'environnement, des équilibres hydrologiques et des terres agricoles,
- parce que nous ne voulons pas pour les salariés de notre région, du dumping social qui est présent sur tous les grands chantiers,

Nous exigeons que l'argent public soit utilisé :

- pour doubler les voies de chemin de fer entre Saint André le Gaz et Chambéry, et entre Aix les Bains et Annecy,
- pour permettre le chargement des marchandises et des camions sur les trains sur la ligne existante du tunnel du Mont-Cenis dès la gare d'Ambérieu, afin de favoriser le fret ferroviaire et le ferroutage.

Nous condamnons le choix d'une société 100% chinoise qui ne paie pas d'impôts en France pour la commande du tunnelier inauguré.

A Chambéry, le 20 juillet 2016,